

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200317]

24 NOVEMBER 2015. — Ministerieel besluit houdende overdracht van kredieten tussen programma 08 van organisatieafdeling 09, programma 02 van organisatieafdeling 15 en programma 01 van organisatieafdeling 34 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015

De Minister-President,

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de Diensten van de Waalse Regering, inzonderheid op artikel 26;

Gelet op het decreet van 11 december 2014 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het decreet van 16 juli 2015 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015;

Gelet op de omzendbrief van 18 januari 2001 betreffende het administratief beheer van met Europese fondsen in het Waalse Gewest medegefinancierde programma's, inzonderheid op punt III, 2, vierde lid;

Gelet op de besluiten van de Waalse Regering van 19 december 2008, 17 december 2009 en 16 december 2010 tot toekenning van subsidies aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme in het kader van het programma FEDER 2007-2013;

Overwegende dat vastleggings- en vereffeningskredieten overgedragen moeten worden naar basisallocatie 61.04, programma 08 van organisatieafdeling 09 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2014, om gevolg te geven aan de tijdens de zittingen van 8 en 22 oktober 2015 door de Waalse Regering genomen beslissingen in het kader van het besluit waarbij een toelage aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme wordt toegekend,

Besluiten:

Artikel 1. Er worden vastleggingskredieten ten belope van 1.041 duizend EUR en vereffeningskredieten ten belope van 340 duizend EUR overgedragen van programma 01 van organisatieafdeling 34 en van programma 02 van organisatieafdeling 15 naar programma 08 van organisatieafdeling 09.

Art. 2. De verdeling van de volgende basisallocaties van programma 08 van organisatieafdeling 09, van programma 02 van organisatieafdeling 15 en van programma 01 van organisatieafdeling 34 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2015 wordt gewijzigd als volgt:

(duizend euro)

Basisallocatie	Initieel krediet na 1 ^e aanpassing en overdrachtsbesluiten		Overdracht		Aangepast krediet	
	VK	VK	VK	VK	VK	VK
OA09 61.04.08	1.524	12.253	+ 1.041	+ 340	2.565	12.593
OA15 12.15.02	9	80	-	- 13	9	67
OA15 40.01.02	0	109	-	- 90	0	19
OA15 74.05.02	60	1.372	-	- 237	60	1.135
OA34 01.01.01	635.298	31.556	- 1.041	-	634.257	31.556

Art. 3. Dit besluit wordt doorgezonden naar het Waalse Parlement, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën, de Kanselarij van de Waalse Overheidsdienst en het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologie.

Namen, 24 november 2015.

P. MAGNETTE
R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2016/31104]

3 DECEMBRE 2015. — Arrêté 2015/1734 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87 § 3 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79;

Vu le décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, 1^o;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 mars 2013;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 17 juillet 2013;

Vu le protocole n° 2014/11 du 25 avril 2014 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2013/143 du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014 sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'avis 56.431/2 du Conseil d'Etat donné le 23 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. Le titre III et le titre IV de la partie IV de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999, du 14 juin 2007, du 1^{er} mars 2012, du 19 avril 2012 et du 6 juin 2013 sont remplacés par ce qui suit :

« Titre III. — Du stage

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 27. § 1^{er}. Nul ne peut être nommé qu'après l'accomplissement d'un stage.

§ 2. Dans les cas où il est prévu une évaluation de santé préalable conformément à l'article 26 de l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, le lauréat n'est admissible à la nomination que s'il s'est présenté à l'examen d'aptitude médicale : ce dernier a pour objet de déterminer si l'intéressé est apte à exercer la fonction pour laquelle il a été sélectionné.

S'il ne satisfait pas aux conditions d'aptitude, il est mis fin au stage. Au plus tard à la date de cette fin de stage, il est conclu avec l'intéressé un contrat de travail à durée déterminée, celle-ci étant égale à la durée minimum exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage. Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités.

Art. 28. Le stagiaire n'a pas la qualité de fonctionnaire au sens du présent arrêté.

Il est soumis aux dispositions du présent arrêté dans la mesure où elles lui sont rendues expressément applicables.

Art. 29. Le stagiaire bénéficie des dispositions qui régissent pour les fonctionnaires :

1^o les allocations et indemnités de toute nature, dans la mesure où le fait qui donne lieu à l'octroi d'une allocation ou d'une indemnité est compatible avec l'exercice continu du stage;

2^o le statut pécuniaire.

Pour l'application du présent article, le stagiaire est censé être titulaire du grade auquel il s'est porté candidat.

Art. 30. § 1^{er}. Pour le calcul de la durée du stage, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire se trouve dans la position d'activité de service sont prises en considération.

§ 2. Même si le stagiaire est dans une position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire ait été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois entraînent une suspension de stage.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

1^o les congés annuels de vacances visés à l'article 167, ainsi que ceux visés aux articles 169 et 170;

2^o les jours visés à l'article 176;

3^o les congés de circonstance visés à l'article 179.

§ 3. En cas de suspension du stage, l'intéressé conserve sa qualité de stagiaire et sa position administrative est fixée conformément aux dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

§ 4. A l'issue d'une absence qui a entraîné une suspension du stage, le responsable du développement des compétences professionnelles décide, s'il y a lieu, de compléter la formation du stagiaire.

Pendant la période de prolongation du stage, les intéressés conservent leur qualité de stagiaire.

§ 5. L'intéressé conserve également sa qualité de stagiaire jusqu'à la date où une décision définitive de nomination ou de licenciement est prise.

§ 6. Le Collège pour ce qui concerne les stagiaires de niveau 1 ou le Fonctionnaire dirigeant pour ce qui concerne les stagiaires des niveaux 2+, 2 et 3, affecte le stagiaire à un emploi vacant correspondant à sa qualification dans le service où ce dernier accomplira son stage.

Le Collège ou le Fonctionnaire dirigeant peut modifier cette affectation dans l'intérêt du service.

Chapitre 2 — Déroulement du stage

Art. 31. Le stage vise à permettre l'intégration du stagiaire au sein des services du Collège de la Commission communautaire française et à vérifier si le stagiaire possède les connaissances et compétences liées au niveau et à la fonction pour lesquels il a été recruté.

Au début du stage, le stagiaire est informé des objectifs à atteindre et des critères d'évaluation au cours d'un entretien de fonction. Cet entretien est consigné dans un rapport. Le rapport d'entretien de fonction est contresigné par le stagiaire et transmis au responsable du développement des compétences professionnelles.

Art. 32. Le stage est d'une durée d'un an pour les stagiaires de niveau 1 et de six mois pour les stagiaires de niveau 2+, 2 et 3. Il peut être prolongé par la Commission des stages au maximum d'un tiers de sa durée conformément à l'article 38.

Art. 33. Chaque stagiaire doit rédiger un travail de fin de stage selon les modalités déterminées par le responsable du développement des compétences professionnelles. L'objectif du travail de fin de stage est d'inciter le stagiaire à réfléchir sur sa fonction, soit de manière générale, soit en évoquant une activité ou un thème particulier lié au service où il est affecté.

En concertation avec le supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage, un exemplaire complet et finalisé du travail de fin de stage doit être remis au responsable du développement des compétences professionnelles à la fin du dixième mois de stage pour les stagiaires de niveau 1 et du cinquième mois de stage pour les stagiaires de niveau 2+, 2 et 3.

A la fin du douzième mois de stage, le stagiaire de niveau 1 présente le travail de fin de stage devant, au moins, un supérieur hiérarchique, le responsable du développement des compétences professionnelles et une personne extérieure au service du stagiaire ayant une expertise dans la matière traitée. Une première partie de la présentation est consacrée à l'exposé du stagiaire. Une seconde partie consiste en un échange de réflexions ou de questions et réponses.

Un procès-verbal de cette présentation est établi par le responsable du développement des compétences professionnelles.

Art. 34. La direction du stage est assurée par le directeur d'administration des ressources humaines, qui peut en déléguer le suivi au responsable du développement des compétences professionnelles, et par le supérieur hiérarchique de rang 13 au moins sous l'autorité duquel est placé le stagiaire.

Art. 35. Le responsable du développement des compétences professionnelles propose, en se conformant aux principes généraux visés à l'article 31, les activités de formation auxquelles le stagiaire est tenu de participer.

Art. 36. § 1^{er}. Le supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage organise trois entretiens d'évaluation avec le stagiaire.

L'entretien porte notamment sur la manière dont le stagiaire acquiert les connaissances et compétences requises pour l'exercice de la fonction, sur ses besoins en formation, sur la façon dont le stagiaire s'intègre dans le service en particulier et l'administration en général et sur l'état d'avancement du travail de fin de stage.

Lorsqu'ils le jugent nécessaire, le directeur d'administration des ressources humaines ou son délégué et le supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage peuvent décider d'entretiens supplémentaires.

§ 2. A l'issue de chaque entretien d'évaluation visé au § 1^{er}, le supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage rédige un rapport circonstancié selon le modèle établi par le Conseil de direction, et qui fait l'objet soit d'une mention favorable, soit d'une mention défavorable.

Ces rapports sont communiqués au stagiaire pour observations éventuelles et transmis au responsable du développement des compétences professionnelles dans les délais suivants :

- 1° avant la fin des quatrième, huitième et douzième mois en ce qui concerne les stagiaires de niveau 1;
- 2° avant la fin des deuxième, quatrième et sixième mois en ce qui concerne les stagiaires de niveau 2+, 2 et 3.

Le directeur d'administration des ressources humaines ou son délégué peut y joindre ses observations. Ce directeur ou son délégué peut décider de rencontrer le directeur d'administration du supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage lorsqu'une mention défavorable a été attribuée au stagiaire.

Un nouveau rapport est établi en cas de prolongation de stage visée à l'article 38, § 2.

Art. 37. Après réception du dernier rapport, du travail de fin de stage et présentation du travail de fin de stage pour les stagiaires de niveau 1, le directeur d'administration des ressources humaines ou son délégué établit, ou fait établir un rapport final motivé, qui fait l'objet soit d'une mention favorable, soit d'une mention défavorable. Ce rapport est transmis au stagiaire qui y joint éventuellement ses observations.

L'ensemble du dossier de stage est transmis au service des ressources humaines et versé au dossier personnel du stagiaire.

Si le rapport final motivé visé à l'alinéa 1^{er} ou un rapport visé à l'article 36, § 2, est défavorable, l'administrateur général saisit la Commission des stages. Il en informe le stagiaire et le service des ressources humaines.

Art. 38. § 1^{er}. La Commission des stages entend le stagiaire avant de décider de la prolongation du stage ou de proposer le licenciement ou la nomination.

Le stagiaire peut se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale représentative.

Le directeur d'administration des ressources humaines, ou son délégué, et le supérieur hiérarchique chargé de la direction du stage, sont entendus.

§ 2. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, la Commission selon le cas :

- 1° décide si le stage doit être prolongé;
- 2° soumet au Collège une proposition motivée de licenciement;
- 3° soumet au Collège une proposition motivée de nomination.

§ 3. Un dossier complet comprenant la proposition de la Commission des stages est transmis au Collège qui prend la décision de nommer ou de licencier.

Art. 39. § 1^{er}. Le stagiaire licencié au cours ou au terme du stage bénéficie d'un délai de préavis d'une durée égale à la durée minimum exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage.

§ 2. Toute faute grave commise dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci, peut donner lieu au licenciement sans préavis du stagiaire qui s'en rend coupable. L'intéressé doit, au préalable, être convoqué en vue d'être entendu. Le stagiaire peut se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale représentative.

§ 3. Le licenciement est prononcé par le Collège.

Art. 40. § 1^{er}. Au sein des services du Collège est créée une Commission des stages.

La Commission se compose :

- 1° d'un président effectif et d'un président suppléant, magistrats ou magistrats mis à la retraite, désignés par le Collège;
- 2° de trois fonctionnaires ou mandataires de rang 13 au moins, désignés par le Collège;
- 3° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives à raison d'un membre par organisation.

Les membres suppléants sont désignés de la même façon : trois fonctionnaires ou mandataires de rang 13 au moins et trois représentants des organisations syndicales.

§ 2. La Commission ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

Lors du vote, les membres désignés par le Collège et par les organisations syndicales doivent être en ordre égal; le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou plusieurs membres, après tirage au sort.

Chaque membre, y compris le président, a voix délibérative.

Art. 41. L'allocation accordée au président ou au président suppléant est fixée à 125 euros par séance.

Titre IV — De la nomination en qualité de fonctionnaire

Art. 42. § 1^{er}. A l'issue du stage, le stagiaire est nommé en qualité de fonctionnaire au grade auquel il s'est porté candidat.

§ 2. Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Art. 43. La qualité de fonctionnaire est sanctionnée par le serment énoncé dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831.

Art. 44. A l'exception des Fonctionnaires généraux, les fonctionnaires prêtent serment entre les mains du Fonctionnaire dirigeant des services du Collège.

Les Fonctionnaires généraux prêtent serment entre les mains du Membre du Collège chargé de la fonction publique.

Art. 45. S'ils s'abstiennent de prêter le serment visé à l'article 43, leur nomination est annulée avec effet rétroactif.»

Art. 3. Cet arrêté abroge l'arrêté 2013/143 du Collège de la Commission communautaire française du 18 décembre 2014 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 4. Un stage en cours le premier novembre 2015 se poursuit selon les modalités du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le premier novembre 2015.

Art. 6. Le membre du Collège qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 2015.

Pour le Collège :

Mme F. LAANAN,
Présidente du Collège.

Mme C. JODOGNE,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31104]

3 DECEMBER 2015. — Besluit 2015/1734 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87 § 3 gewijzigd bij bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 79;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1^o;

Gelet op het decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1^o;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 11 maart 2013;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met begroting gegeven op 17 juli 2013;

Gelet op het protocol nr. 2014/11 van 25 april 2014 van het Comité Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van het besluit 2013/143 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 2014 op de respectieve situatie van mannen en vrouwen;

Gelet op het advies 56.431/2 van de Raad van State gegeven op 23 juni 2014, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. Titel III en titel IV van deel IV van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999, van 14 juni 2007, van 1 maart 2012, van 19 april 2012 en van 6 juni 2013 worden vervangen door wat volgt :

« Titel III — Stage

Hoofdstuk I — Algemene bepalingen

Art. 27. § 1. Niemand kan worden benoemd dan na een stage te hebben volbracht.

§ 2. Indien een voorafgaandelijke gezondheidsevaluatie voorzien is overeenkomstig artikel 26 van het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers, kan de geslaagde slechts tot benoeming worden toegelaten wanneer hij zich voor het medisch onderzoek heeft aangemeld : de bedoeling daarvan is te bepalen of de betrokkene geschikt is om het ambt uit te oefenen waarvoor hij geselecteerd werd.

Indien hij niet aan de geschiktheidsvoorwaarden voldoet, wordt een einde gemaakt aan de stage. Ten laatste op de datum van deze beëindiging van stage, wordt met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur afgesloten. Deze duur is gelijk aan de minimumduur die in zijn geval wordt opgelegd om het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten. Wanneer hij op de datum waarop deze overeenkomst begint te lopen arbeidsongeschikt is of wanneer hij dat wordt tijdens de uitvoering ervan, wordt hem in het eerste geval een wedde uitbetaald gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de voorziene stage te dekken in het kader van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen.

Art. 28. De stagiair is geen ambtenaar in de zin van dit besluit.

De bepalingen van dit besluit gelden voor hem slechts in zover zij uitdrukkelijk op hem toepasselijk zijn verklaard.

Art. 29. De stagiair komt in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van de ambtenaren is bepaald inzake :

- 1° allerhande uitkeringen en vergoedingen voor zover het daartoe grond opleverende feit bestaanbaar is met een ononderbroken stage;
- 2° het geldelijk statuut.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de stagiair geacht de graad te bezitten waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

Art. 30. § 1. Om de duur van de stage te berekenen, worden alle perioden waarin de stagiair in actieve dienst is, in aanmerking genomen.

§ 2. Zelfs indien de stagiair in actieve dienst is, leiden de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest tot een opschorting van de stage.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof bedoeld in artikel 167, alsook diegene bedoeld in de artikelen 169 en 170;
- 2° de feestdagen bedoeld in artikel 176;
- 3° de omstandigheidsverloven bedoeld in artikel 179.

§ 3. In geval van schorsing van de stage behoudt de betrokkene zijn hoedanigheid van stagiair en zijn administratieve toestand wordt vastgesteld overeenkomstig de reglementsbepalingen die op hem van toepassing zijn.

§ 4. Na het einde van een afwezigheidsperiode die een schorsing van de stage tot gevolg heeft gehad, beslist de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid of er voor de stagiair reden bestaat om zijn vorming voort te zetten.

Gedurende de periode van verlenging van de stage behouden de betrokkenen hun hoedanigheid van stagiair.

§ 5. De betrokkene behoudt eveneens zijn hoedanigheid van stagiair tot de datum waarop een definitieve beslissing omtrent zijn benoeming of afdanking wordt genomen.

§ 6. Het College voor wat betreft de stagiairs van niveau 1 of de leidend Ambtenaar voor wat betreft de stagiairs van niveau 2+, 2 en 3, stelt de stagiair aan voor een met zijn kwalificatie overeenstemmende vacante betrekking bij het bestuur waar laatstgenoemde zijn stage zal volbrengen.

Het College of de leidend Ambtenaar kan deze aanstelling wijzigen in het belang van de dienst.

Hoofdstuk 2 — Stageverloop

Art. 31. De stage is bedoeld om de stagiaire te integreren in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en na te gaan of de stagiaire over de kennis en vaardigheden beschikt met betrekking tot het niveau en de functie waarvoor hij werd aangeworven.

In het begin van de stage wordt de stagiair op de hoogte gebracht van de te bereiken doelstellingen en de evaluatiecriteria tijdens een functiegesprek. Dit gesprek wordt vastgelegd in een verslag. Het functiegesprekverslag wordt ondertekend door de stagiaire en overgemaakt aan de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid.

Art. 32. De stage duurt één jaar voor stagiairs van niveau 1 en zes maanden voor de stagiairs van niveau 2+, 2 en 3. Zij kan ten hoogste met één derde van haar duur worden verlengd door de Commissie overeenkomstig artikel 38.

Art. 33. Elke stagiair moet een stage-eindwerk opstellen volgens de modaliteiten bepaald door de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid. Het doel van het stage-eindwerk is de stagiair ertoe aanzetten om na te denken voor zijn functie, hetzij in het algemeen, hetzij door een bijzondere activiteit of thema te schetsen verbonden met de dienst waar hij toegewezen is.

In overleg met de hiërarchische meerdere belast met de stageleiding, dient een volledig en afgewerkt exemplaar van het stage-eindwerk bezorgd te worden aan de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van beroepsbekwaamheid op het einde van de tiende stagemaand voor de stagiairs van niveau 1 en de vijfde stagemaand voor niveau 2+, 2 en 3.

Op het einde van de twaalfde stagemaand stelt de stagiair van niveau 1 het stage-eindwerk voor aan minstens een hiërarchische meerdere, de verantwoordelijk voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid en iemand van buiten de dienst van de stagiair die expertise heeft in de behandelde materie. Een eerste deel van de presentatie wordt gewijld aan de uitzetting van de stagiair. Een tweede deel omvat een uitwisseling van gedachten of vragen en antwoorden.

Een verslag van deze presentatie wordt opgesteld door de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid.

Art. 34. De stageleiding wordt verzekerd door de directeur van de HR-administratie, die de opvolging kan delegeren aan de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid, en door de hiërarchische meerdere van ten minste rang 13 onder wiens gezag de stagiair is gesteld.

Art. 35. De verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid stelt, overeenkomstig de algemene principes bedoeld in artikel 31, de opleidingsactiviteiten voor waaraan de stagiair moet deelnemen.

Art. 36. § 1. De hiërarchische meerdere belast met de stageleiding organiseert drie evaluatiegesprekken met de stagiair.

Het gesprek handelt onder andere over de manier waarop de stagiair de vereiste kennis en vaardigheden vergaart voor de uitoefening van de functie, over zijn opleidingsbehoeften, over de wijze waarop de stagiair zich integreert in de dienst in het bijzonder en in de administratie in het algemeen en over de vooruitgang van het stage-eindwerk.

Wanneer ze dit nodig achten kunnen de directeur van de HR-administratie of zijn afgevaardigde en de hiërarchische meerdere belast met de stageleiding besluiten om bijkomende gesprekken.

§ 2. Na elk evaluatiegesprek bedoeld in § 1, stelt de hiërarchische meerdere belast met de stageleiding een uitgebreid verslag op volgens het model opgesteld door de Directieraad en dat het voorwerp uitmaakt van hetzij een positieve hetzij een negatieve vermelding.

Deze verslagen worden overgemaakt aan de stagiair voor eventuele opmerkingen en aan de verantwoordelijke voor de ontwikkeling van de beroepsbekwaamheid binnen de volgende termijnen :

- 1° voor het einde van de vierde, achtste en twaalfde maand wat betreft de stagiairs van niveau 1;
- 2° voor het einde van de tweede, vierde en zesde maand wat betreft de stagiairs van niveau 2+, 2 en 3.

De directeur van de HR-administratie of zijn afgevaardigde kan zijn opmerkingen eraan toevoegen. Deze directeur of zijn afgevaardigde kan besluiten om de directeur van de administratie van de hiërarchische meerdere belast met de stageleiding te ontmoeten wanneer een negatieve vermelding werd toegekend aan een stagiair.

Een nieuw stageverslag wordt opgesteld bij een verlenging van de stage bedoeld in artikel 38, § 2.

Art. 37. Na ontvangst van het laatste verslag, het stage-eindwerk en de presentatie van het stage-eindwerk voor de stagiairs van niveau 1, stelt de directeur van de HR-administratie of zijn afgevaardigde een met redenen omkleed eindverslag op dat het voorwerp uitmaakt van hetzij een positieve hetzij een negatieve vermelding.

Dit verslag wordt overgemaakt aan de stagiair die eventueel zijn opmerkingen toevoegt.

Het volledige stagedossier wordt overgemaakt aan de dienst Human Resources en toegevoegd aan het persoonlijk dossier van de stagiair.

Indien zijn met redenen omkleed eindverslag bedoeld in alinea 1 of een verslag bedoeld in artikel 36, § 2 ongunstig is, richt de administrateur-generaal zich tot de stagecommissie. Hij brengt de stagiair en de dienst Human Resources hiervan op de hoogte.

Art. 38. § 1. De stagecommissie hoort de stagiair alvorens een beslissing te nemen over de verlenging van de stage of alvorens de afdanking of de benoeming voor te stellen.

De stagiair kan zich door een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie laten bijstaan.

De directeur van de HR-administratie, of zijn afgevaardigde, en de hiërarchische meerdere belast met de stageleiding worden gehoord.

§ 2. Nadat de Commissie de nodige informatie ingewonnen heeft, en volgens het geval :

- 1° beslist zij of de stage moet worden verlengd;
- 2° legt zij aan het College een met redenen omkleed afdankingsvoorstel voor;
- 3° legt zij aan het College een met redenen omkleed benoemingsvoorstel voor.

§ 3. Een volledig dossier met het voorstel van de Stagecommissie wordt overgemaakt aan het College die de beslissing neemt om te benoemen of af te danken.

Art. 39. § 1. De stagiair die wordt afgedankt gedurende of na afloop van zijn stage geniet een opzeggingstermijn gelijk aan de minimumduur die in zijn geval wordt opgelegd om het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen te kunnen genieten.

§ 2. Voor elke zware fout begaan gedurende of ter gelegenheid van de stage kan de stagiair die er zich schuldig aan maakt zonder opzegging worden afgedankt. Hij moet vooraf worden opgeroepen om gehoord te worden. De stagiair kan zich door een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie laten bijstaan.

§ 3. De afdanking wordt door het College uitgesproken.

Art. 40. § 1. Binnen de diensten van het College wordt een Stagecommissie opgericht.

De Commissie bestaat uit :

- 1° een effectieve voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter, magistraten of op pensioen gezonden magistraten, aangeduid door het College;
- 2° drie ambtenaren of mandatarissen van minstens rang 13, aangeduid door het College;
- 3° drie leden aangeduid door de representatieve vakbondsorganisaties met 1 lid per organisatie.

De plaatsvervangende leden worden op dezelfde wijze benoemd : drie ambtenaren of mandatarissen van minstens rang 13 en drie vertegenwoordigers van vakbondsorganisaties.

§ 2. De Commissie beraadslaagt slechts geldig indien de meerderheid van de leden aanwezig is.

Bij de stemming moeten de leden aangeduid door het College en door de vakbondsorganisaties gelijk zijn; in voorkomend geval, wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van één of meerdere leden, na loting.

Elk lid, met inbegrip van de voorzitter, is stemgerechtigd.

Art. 41. De uitkering toegekend aan de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter is vastgelegd op 125 € per zitting.

Titel IV. — Benoeming als ambtenaar

Art. 42. § 1. Na afloop van de stage wordt de stagiair tot ambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld.

§ 2. Voor de berekening van zijn anciënniteit in de weddenschaal en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Art. 43. De hoedanigheid van ambtenaar wordt bekrachtigd door de eed die wordt afgelegd in de termen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831.

Art. 44. Met uitzondering van de Ambtenaren-generaal leggen de ambtenaren de eed af in handen van de Leidend Ambtenaar van de diensten van het College.

De Ambtenaren-generaal leggen de eed af in handen van het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt.

Art. 45. Indien zij verzuimen de in artikel 42 bedoelde eed af te leggen, wordt hun benoeming met terugwerkende kracht vernietigd. ”

Art. 3. Dit besluit heft het besluit 2013/143 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie op.

Art. 4. Een stage die lopende is op 1 november 2015 zet zich voort volgens de modaliteiten van dit besluit.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2015.

Art. 6. Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 2015.

Voor het College:

Mevr. F. LAANAN,

Voorzitter van het College

Mevr. C. JODOGNE,

Collegelid belast met Openbaar Ambt

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31110]

28 JANUARI 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wijziging van bijlage I en II van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2009 houdende de reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, het laatst gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, artikel 2, § 1, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998, 5 februari 1999 en 1 maart 2007;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2009 houdende de reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen;

Gelet op het overleg tussen de gewesten en de federale overheid op 13 oktober 2015;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 oktober 2015;

Gelet op het advies 58.505/3 van de Raad van State, gegeven op 15 december 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Minister, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie bevoegd voor het Landbouwbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de omzetting van de uitvoeringsrichtlijn 2013/63/EU van de Commissie van 17 december 2013 tot wijziging van de bijlagen I en II bij Richtlijn 2002/56/EG van de Raad wat betreft de minimumvoorwaarden voor pootaardappelen en partijen pootaardappelen.

Art. 2. In het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2009 houdende de reglementering van de handel in en de keuring van pootaardappelen, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 1/1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2002/56/EG van de Raad van 13 juni 2002 betreffende het in de handel brengen van pootaardappelen. ».

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31110]

28 JANVIER 2016. – Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant les annexes I^{re} et II de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2009 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, modifiée en dernier lieu par la loi du 1^{er} mars 2007, l'article 2, § 1^{er}, modifié par les lois des 21 décembre 1998, 5 février 1999 et 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2009 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre;

Vu la concertation entre les régions et l'autorité fédérale en date du 13 octobre 2015;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 octobre 2015;

Vu l'avis 58.505/3 du Conseil d'Etat, donné le 15 décembre 2015, en application de l'article 84, paragraphe premier, alinéa premier, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie compétente pour la Politique agricole;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive d'exécution 2013/63/UE de la Commission du 17 décembre 2013 modifiant les annexes I et II de la directive 2002/56/CE du Conseil en ce qui concerne les conditions minimales auxquelles doivent satisfaire les plants de pommes de terre et les lots de plants de pommes de terre.

Art. 2. Dans l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2009 portant réglementation du commerce et du contrôle des plants de pommes de terre, il est inséré un article 1/1, rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/56/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant la commercialisation des plants de pommes de terre. ».